



- Changer, c'est quoi ? Changer comment ?**
- Intérimaires : abolir la norme du « jetable »**
- Une reconnaissance des qualifications « low-cost »**
- Du salaire de la peur au salaire socialisé : « Garantir le salaire à vie »**
- Lettre au Président de la République**

Changer, c'est quoi ? Changer comment ?

Le printemps 2012 aura vu l'élection d'un nouveau gouvernement avec, à sa tête, un nouveau Président de la République. Si ce résultat a pu se produire, c'est que les électeurs, en majorité des salariés, ne désiraient pas poursuivre avec la politique de ceux qui détenaient le pouvoir.

Décortiquer les deux slogans utilisés lors de cette campagne, par le parti socialiste, va nous permettre d'être exigeant sur nos revendications

1. *« Le changement, c'est maintenant »*. En sociologie, le changement social est défini par : *« Ensemble des mécanismes permettant la transformation des sociétés »*
2. *« Seule la justice doit guider notre action »*. La justice sociale est définie par : *« Qui exige des conditions de vie équitables pour chacun »*.

C'est bien sur l'inégalité grandissante entre les plus riches et les plus pauvres qu'il y a un remède à apporter. La reconnaissance effective du travail accompli par les salariés permettra de parler de justice et de changement. Alors osons.

Décadence dans les rapports sociaux

En se lançant dans le « libéralisme » à tous crins, certains se sont sentis pousser des ailes. C'est à la hache que les employeurs ont taillé dans l'emploi pour augmenter leurs profits. Leur envie de liberté ne peut passer que par la dérèglementation et n'a pas de limite. Quand ils annoncent que c'est une bonne chose, la situation des salariés se détériore ! Paradoxe entre les effets d'annonce et la réalité !

L'humiliation par la précarité et les bas salaires bat son plein. Pourtant, la dégradation a ses limites. Délocalisation, chantage à l'emploi, suppression des acquis sociaux,... n'ont fait que de créer des « travailleurs pauvres ». Ce qui devait arriver est arrivé. L'économie s'est grippée, ou plutôt, ces libéralistes ont grippé l'économie.

De plus, leur manque de respect envers ceux qui travaillent et ceux qui sont privés d'emploi créent des tensions et des violences dans notre société.

Une compétitivité bien huilée !

Servie, à toutes les sauces, il est bien d'y réfléchir quand à son résultat. Qu'a-t-on gagné de cette compétitivité soit disant indispensable? A-t-elle préservé l'emploi? Amélioré nos conditions de vie au travail? Empêché les fermetures et autres délocalisations? Augmenté la qualité des fabrications?...

La réalité démontre que la compétitivité est un enjeu de pouvoir entre les capitalistes pour fabriquer au moindre coût. A chaque fois qu'il est demandé d'être plus compétitif, ce que perdent les salariés, les actionnaires le récupèrent : c'est l'application de « Championship » à DCNS.

Ce sont donc toujours les mêmes qui font les efforts, pour au bout être culpabilisés de ne pas en avoir fait assez, puisque l'actionnaire n'en a, lui, jamais assez.

La valeur du travail des salariés dans l'économie

Les employeurs ont beau dénigrer les salariés par des remises en cause de leurs droits (salaires, qualifications, statuts, retraites,...), avec le soutien de ceux qui font les lois, il n'en demeure pas moins que la richesse d'un pays se mesure globalement sur le travail accompli par ces mêmes salariés.

C'est la « création de richesse » aussi appelée : Produit Intérieur Brut (PIB)

A l'exemple de DCNS, ce sont bien les personnels qui étudient, fabriquent, innovent et sans leur apport, leur ingéniosité, rien ne serait possible.

Il est donc normal que les salariés réclament la reconnaissance de leur travail et condamnent ceux qui la renient pour toujours plus s'enrichir sur le travail d'autrui.

Les actionnaires n'apportent pas de valeur dans l'entreprise, ils empochent les dividendes ! Pour se faire, ils imposent des conditions de travail qui ne permettent plus (ou empêchent) de faire du bon travail et qui détruisent la santé physique et mentale des salariés.

Un changement plus qu'urgent

Puisque le Président de la République se dit être à l'écoute de son peuple, qu'il se dit prêt à prendre en compte ses attentes, alors il faut aller droit au but et « changer » nos conditions de vie au travail.

Nous rappelons, une fois de plus, que l'actionnaire principal de DCNS est l'Etat. Puisqu'il a les pleins pouvoirs, celui-ci doit donc montrer l'exemple.

Le changement d'orientation doit être perceptible par tous. La souffrance dans le travail est à son apogée, due à des organisations qui négligent les personnels et empêchent de travailler intelligemment.

Commençons par l'arrêt de l'externalisation de nos activités, travaillons à la remise en état de fonctionnement de nos services par l'apport de moyens humains (embauches) et techniques permettant l'exécution correcte de nos fabrications. Respectons les personnels, arrêtons leur culpabilisation, attribuons leur de nouveaux droits. Alors, nous pourrons enfin, parler de « changement ».

Passer de l'injustice... à la justice

Puisque les gouvernements précédents n'ont cessé de créer des injustices en s'attaquant au monde du travail, en prenant en otage les salariés par le chantage à l'emploi, la mise en place de « la » justice sociale doit aboutir à des résultats contraires.

Afin de partager quelques réflexions, la CGT met en débat, par une nouvelle série de cinq tracts, quelques réflexions sur sa vision de ce que pourrait être cette justice sociale.

Nous allons donc aborder les thèmes suivants :

- Intérimaires : abolir la norme du « jetable »
- Une reconnaissance des qualifications « low-cost »
- Du salaire de la peur au salaire socialisé : « Garantir le salaire à vie »
- Lettre au Président de la République

La volonté des gouvernements à vouloir faire de ses établissements de défense, des entreprises à forte rentabilité n'a fait que détériorer nos savoir-faire et notre capacité d'autonomie. Il aura fallu moins de temps pour détruire l'outil que pour le créer. L'argument de passage au statut privé de l'entreprise était un manque de compétitivité due à la « sur-qualité », Dix ans après, nos productions sont entachées de multiples « non-qualités » !

Si un changement radical, fondé sur la volonté de remplir correctement nos missions et donc d'en avoir les moyens n'est pas décrété, alors le pire est à venir.

C'est dans ce sens que les salariés demandent du changement. C'est dans ce sens que la CGT va continuer d'œuvrer comme organisation syndicale de salariés, et avec eux, pour un changement qui favorise les progrès sociaux.

A Cherbourg, le 27 septembre 2012

Le syndicat CGT de l'Arsenal de Cherbourg rencontre ce jour M. Cazeneuve, Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères chargé des affaires européennes, afin d'aborder les thèmes énoncés dans ce tract.